

Démolition d'une théorie du crime

Article rédigé par *Damien Theillier**, le 04 juin 2010

Si la pauvreté est la cause profonde de la criminalité, pourquoi les taux de criminalités sont-ils au plus bas alors que les taux de chômage sont au plus haut ? Traduction d'un article de Heather MacDonald paru dans le [Wall Street Journal](#) du 4 janvier 2010, sous le titre : *A Crime Theory Demolished*.

La récession de 2008-2009 a discrédité l'une des théories sociales les plus destructrices qui soit sortie des années 1960 : l'idée que les causes profondes (*root cause*) de la criminalité résident dans l'inégalité des revenus et dans l'injustice sociale. L'économie ayant entraîné une suppression massive d'emplois en 2008, des criminologues et experts ont prédit que le crime exploserait, car la pauvreté serait, selon cette théorie, la cause profonde de l'augmentation des criminels. Pourtant, c'est le contraire qui s'est passé.

Après sept millions d'emplois perdus, la criminalité a chuté à son plus bas niveau depuis le début des années 1960. Les conséquences de cette baisse sur la façon dont nous comprenons l'ordre social sont importantes. L'idée que la criminalité serait une réaction compréhensible à la pauvreté et au racisme s'est développée dans les années 1960. Les sociologues Richard Cloward et Lloyd Ohlin ont défendu l'idée que la délinquance juvénile serait essentiellement une forme de critique sociale. Une jeunesse pauvre et minoritaire aurait compris que la promesse américaine d'ascension sociale était une imposture. Ces adolescents désillusionnés se seraient alors tournés vers des actes criminels par dépit [1].

Les théories avancées par Cloward, qui a passé sa carrière à la Columbia University, et Ohlin, qui a servi les présidents Kennedy, Johnson et Carter, ont fourni une base intellectuelle pour un grand nombre de programmes sociaux de l'époque. Depuis la *Mobilization for Youth* dans le Lower East Side de Manhattan en 1963 par le *Federal Office of Economic Opportunity* en passant par une foule de projets d'assistance au travail, leurs idées ont été transformées en politique.

Si la criminalité est une réponse à l'inégalité des revenus, l'idée s'est imposée que le gouvernement pourrait mieux la combattre au moyen des services sociaux et de la redistribution des richesses, et non par des arrestations et des incarcérations. Même les forces de l'ordre en sont venues à embrasser la théorie des causes profondes, les dispensant de remédier à l'anarchie croissante. A la fin des années 1980, le rapport annuel du FBI sur la criminalité nationale comprenait cet avertissement que l'homicide criminel est essentiellement un problème de société sur lequel la police n'a aucun contrôle. On a dit que la police ne pouvait réagir à la criminalité qu'après les faits ; la prévention relevant exclusivement du domaine des programmes gouvernementaux d'aide sociale.

Les années 1960 ont été par elles-mêmes un défi à la thèse du crime causé par la pauvreté. Les homicides ont augmenté de 43%, malgré une économie en expansion et une intensification des emplois gouvernementaux en faveur des résidents de quartiers défavorisés. La Grande Crise a également contredit l'idée selon laquelle les minorités auraient besoin de prédation, car les taux de criminalité ont chuté au cours de cette crise prolongée. La défense académique de la thèse des causes profondes a cependant persistée.

Andrew Karmen du New York's John Jay College of Criminal Justice fait écho à Cloward et Ohlin en 2000 dans son livre *New York Murder Mystery*. Le crime, écrit-il, est une forme déviante de protestation sociale. Et comme la récession actuelle pourrait bien se prolonger, les médias progressistes (*liberal media*) ont appelé l'Etat fédéral à créer davantage de programmes sociaux pour lutter contre la vague de criminalité à venir. À la fin de 2008, le New York Times a exhorté le président Barack Obama, à augmenter les dépenses fédérales consacrées aux programmes après l'école, aux travailleurs sociaux et aux emplois d'été. La crise économique, écrit l'éditorialiste du journal, a clairement créé les conditions d'une explosion de la criminalité et des gangs parmi les désespérés, les jeunes hommes sans emploi dans les centres-villes.

Pourtant le paysage du crime a défié tous les pronostics.

Fin 2009, la prétendue connexion entre les difficultés économiques et la criminalité ne tenait plus. Selon le *FBI's Uniform Crime Reports*, l'homicide a chuté de 10% au niveau national dans les six premiers mois de 2009, la criminalité violente a diminué de 4,4% et les crimes contre les biens ont diminué de 6,1%. Les vols

de voitures sont en baisse de près de 19%. La chute de la criminalité est plus forte dans de nombreuses régions qui ont été les plus durement touchés par l'effondrement du logement. Le chômage en Californie est de 12,3%, mais les homicides à Los Angeles, ont reculé de 25% au cours de 2009. Les vols de voitures y sont en baisse de près de 20%.

La chute libre de la criminalité en période de récession prolonge une tendance à la baisse du taux national de criminalité, constatée depuis les années 1990, qui connaissaient pourtant une économie très différente. Les causes de cette chute à long terme sont très controversées, mais une augmentation du nombre de personnes incarcérées a eu un effet important sur la criminalité dans la dernière décennie et continue d'affecter les taux de criminalité aujourd'hui, bien que beaucoup de militants de la lutte contre l'incarcération le nient [2]. Le nombre d'États et de prisonniers fédéraux a quintuplé entre 1977 et 2008, passant de 300.000 à 1,6 million.

La diffusion des données statistiques de la police a également contribué à la baisse de la criminalité des années 2000. Au début de la récession, deux chefs de police ont annoncé en toute confiance, que les taux de criminalité de leur ville ne seraient pas affectés par la récession : le chef de la police de Los Angeles William Bratton, et le commissaire de police Ray Kelly à New York. En tant que commissaire de police de New York dans le milieu des années 1990, M. Bratton fut un pionnier de l'utilisation intensive des données sur la criminalité afin de déterminer les stratégies policières et de responsabiliser les officiers, un procédé connu sous le nom *Compstat* [3].

Le commissaire Kelly a poursuivi la politique révolutionnaire de M. Bratton, faisant chuter de 77% la criminalité à New York en 16 ans. Les deux chefs de la police ont été fidèles à leur parole. En 2009, la ville de Los Angeles a connu une baisse de 17% dans les homicides, soit une baisse de 8% dans les crimes contre les biens, et une baisse de 10% des crimes violents. À New York, les homicides ont diminués de 19%, pour atteindre leur plus bas niveau depuis les premiers enregistrements fiables en 1963.

L'esprit *Compstat* est à l'opposé d'une culture de l'excuse par les causes profondes (*root cause excuse-making*). Selon cet esprit, la police peut et doit contrôler la criminalité dans un souci de croissance économique des villes. De plus en plus, les chefs de la police ont adopté cette philosophie *Compstat* de lutte contre la criminalité fondée sur des données informatisées. Leur succès pour diminuer la criminalité montre que le gouvernement peut contrôler les comportements antisociaux, garantir la sécurité publique et faire appliquer la loi. En outre, l'État a le droit moral et l'obligation de le faire, indépendamment des conditions économiques ou de l'inégalité des revenus.

Toutefois, la récession pourrait affecter les taux de criminalité si les villes réduisent leurs forces de police et si les États pratiquent la libération anticipée des prisonniers précocement. Ces deux formes de réduction des coûts seraient contre-productives. La sécurité publique est la condition préalable au développement économique des villes. Dans les années 1990 à New York, la criminalité n'a pas diminué parce que l'économie s'est améliorée, mais c'est plutôt l'économie de la ville qui a repris parce que la criminalité a diminué de moitié. Le maintien des taux de criminalité au plus bas comme aujourd'hui, permet de garantir que les villes à travers le pays seront en mesure de profiter de la reprise économique inévitable quand elle viendra.

Mme MacDonald est chercheur au [Manhattan Institute](#)

© *Traduction française [Damien Theillier](#)
